

Un refus d'Écolo et de Groen pourrait relancer la formule Vivaldi

Il était évident que cela allait être difficile. Pas impossible. Mais difficile. Très difficile. Et même trop difficile. Après avoir rencontré en matinée les deux préformateurs – Paul Magnette (PS) et Bart De Wever (N-VA) – chargés de former un gouvernement fédéral et au terme d'un bureau de parti plutôt rapidement mené l'après-midi, les coprésidents d'Écolo ont gentiment repoussé l'invitation à participer à la négociation avec les 5 autres partis déjà autour de la table – le PS, la N-VA, le CD&V, le SP.A et le CDH. Et ils l'ont fait sans trembler ni se démarquer de Groen, leur homologue flamand.

Un certain nombre de lacunes

Dans un communiqué commun, les écologistes du nord et du sud du pays se sont dit prêts à participer à un redéploiement de la Belgique *“sur des bases nouvelles: plus protectrices, plus durables, plus justes et plus démocratiques”*. Ils reconnaissent que le projet gouvernemental qui leur a été présenté comportait *“certaines propositions intéressantes, notamment en matière sociale, telles que l'augmentation des pensions ou une série de mesures à court terme pour mieux gérer la crise sanitaire”*. Mais ils pointent aussi un certain nombre de lacunes, singulièrement en matière de climat, d'énergie et de mobilité. Ils estiment aussi que *“le schéma qui se dégage des propositions en matière institutionnelle ne rendra pas notre État fédéral plus efficace, plus lisible et plus démocratique”*. Et de conclure: *“Les options politiques présentées par les missionnaires royaux constituent une base pour une formule sans les verts, et non avec eux.”*

Pour faire bonne figure et ne pas être accusés de torpiller

De deux choses
l'une, soit
le président de
la N-VA retire son
excommunication
et réintègre le MR
dans la discussion.
Soit il parvient
à convaincre
l'Open VLD de lâcher
son homologue
francophone.

toute chance de réussite, les responsables écologistes laissent entendre qu'ils pourraient revenir à la table des négociations si les préformateurs *“envisagent de reformater leur projet”*. Mais ils le disent en doutant que ce puisse être le cas.

Deux possibilités à présent avant les élections

Le refus des verts remet les libéraux en selle. Les cinq partis restant autour de la table ne disposent que de 70 sièges sur 150 à la Chambre. Pour atteindre la majorité, ils doivent donc faire revenir les libéraux – étant entendu que ni le Belang ni le PTB ne pourraient faire l'appoint. Or, dans une déclaration assez surprenante vendredi soir, Bart De Wever avait semblé écarter le MR de la négociation. *“Plus personne n'est partisan du MR au gouvernement fédéral”*, a-t-il tonné. De deux choses l'une, soit le président de la N-VA retire son excommunication et réintègre le MR dans la discussion – mais il doit alors réhabiliter Georges-Louis Bouchez, le président des libéraux francophones. Soit il parvient à convaincre l'Open VLD de lâcher le MR – mais pour l'instant, la famille libérale se montre particulièrement soudée.

Il n'est dès lors plus interdit de penser que le projet de former une coalition Vivaldi – réunissant les familles socialistes, libérales, et écologistes ainsi que le CD&V – ressorte des cartons. La formule avait été abandonnée à cause du refus répété du CD&V de gouverner sans la N-VA. Mais si le duo Magnette-De Wever – qui se rend samedi chez le Roi – ne parvient pas à trouver une majorité, les sociaux-chrétiens flamands seront peut-être tentés de revoir leur position.

V.R.

Pascal Delwit (ULB): “Un gouvernement sans la N-VA est devenu plus probable”

Entretien François Mathieu

Pascal Delwit, le politologue de l'Université libre de Bruxelles (ULB), regarde avec beaucoup de scepticisme la séquence actuelle des négociations fédérales, qui a vu la N-VA mettre une exclusive sur le MR, coupable selon les nationalistes flamands de ne pas voir du même œil que le sien la réforme institutionnelle en discussion actuellement, et dont on peut confirmer que les thèmes du social, de la justice et de la police locale sont au centre du jeu... La représentation plus importante des Régions dans les organismes fédéraux et dans les traités internationaux est aussi en discussion entre socialistes et nationalistes mais cela reste bien flou...

L'élément central des négociations fédérales semble être la réforme de l'État. C'est elle qui a amené la N-VA, au centre du jeu, à faire bouger les lignes...

Oui, même s'il faut être très prudent puisqu'on ne connaît pas le contenu de cette note. La réforme de l'État est une demande de la N-VA. À la veille des élections du 26 mai, il faut rappeler que ni le PS ni le CDH, qui sont autour de la table des négociations actuellement, n'étaient demandeurs d'une telle réforme. Les verts, que le duo Magnette-De Wever rencontrait ce mardi, n'étaient pas plus demandeurs...

Et pourtant, cette réforme est au centre

des débats...

Oui, et sur la base de ce qu'on lit ou entend, plusieurs éléments doivent être pointés en amont. Le premier, c'est qu'on prend appui sur la crise sanitaire actuelle pour suggérer une réforme de l'État. Objectivement, le problème institutionnel semble plus devoir découler des différentes réformes précédentes, résultats de compromis politiques idéaux, que de la crise sanitaire actuelle. On a beaucoup entendu parler des 8 ou 9 ministres de la Santé, mais des problèmes de coordination, il y a eu au niveau du fédéral, entre le 16 et le SPF Santé publique, au niveau des entités – regardez la pagaille en Flandre sur les questions de la gestion de la crise – et au niveau des relations entre le fédéral et les entités fédérées. Je veux bien qu'on me fasse la démonstration du contraire, mais l'institutionnel ne peut se cantonner au problème de nombreux ministres de la Santé. Le second élément est plus politique.

C'est-à-dire ?

PS et N-VA discutent, semble-t-il, de l'institutionnel. Mais quelle est la profondeur des échanges? Le terrain à une vraie réforme a-t-il vraiment été préparé, discuté? J'ai des doutes. Si l'on croit ce que Jan Jambon a dit il y a trois semaines, que quelques compétences

vont avoir deux ministres, par exemple, cela pose question. Le bon sens voudrait qu'on ait une réforme institutionnelle qui simplifie le fonctionnement de l'État, pas qui le complique encore. Et puis, deux ministres? Quelle est la place de Bruxelles dans l'équation? Cela ne me semble pas très prometteur. Et de toute façon, il faudra réunir deux tiers des députés, et 50% dans chaque rôle linguistique, pour parvenir à entériner une telle réforme. Là aussi, j'ai de sérieux doutes.

“La remise en selle du CDH pourrait inciter le CD&V à se décamponner de la N-VA.”

Indirectement, vous êtes en train de suggérer que la N-VA pourrait avoir fait un mauvais calcul...

Les nationalistes flamands engrangent des points pour le moment. La Réforme de l'État,

c'est leur cheval de bataille, et on en discute. Tout tourne autour de la N-VA et cela affaiblit le PS. Mais qu'ont en échange les autres partis? Cette question est cruciale, évidemment. Chacun doit pouvoir s'y retrouver. Cela dit, je n'ai toujours pas de conviction sur ce que veut réellement faire ce parti: aller dans le gouvernement ou dans l'opposition. Paradoxalement, ils sont à la baguette, mais la sortie sur le MR a compliqué l'équation. La majorité des deux tiers s'éloigne.

À moins que les verts n'y aillent avec le PS et la N-VA...

En politique, la vérité d'un jour n'est pas toujours celle du lendemain. Mais ce serait quand même étonnant que les deux partis les plus opposés à la N-VA – le PS et Écolo – s'allient aux nationalistes pour former un gouvernement. On ne peut pas l'exclure mais je suis très dubitatif (quelques heures après l'entretien, Écolo annonçait avoir rejeté l'offre en l'état de négocier avec la N-VA, Ndlr).

Vous suggérez implicitement que la piste d'un gouvernement sans la N-VA reste possible ?

Tout reste possible, mais oui, je pense qu'un gouvernement sans la N-VA est devenu plus probable depuis leur sortie sur le MR. L'attitude de Bart De Wever à l'égard des libéraux peut en outre infléchir la position de l'Open VLD...

Et celle du CD&V, qui depuis le début dit aussi “jamais sans la N-VA” ?

C'est vrai qu'un gouvernement qui serait minoritaire en Flandre ne serait pas bien perçu au Nord, mais c'est déjà arrivé. Mais oui, pour répondre à votre question, le positionnement du CD&V peut changer. D'abord, le fait que le CDH ait accepté de faire partie des négociations peut influencer la position des centristes flamands. Ensuite, le CD&V, si l'Open VLD se “descotche” de la N-VA, pourrait l'imiter en se disant que cela leur permettrait de remonter en selle, à un moment où le parti se pose beaucoup de questions...